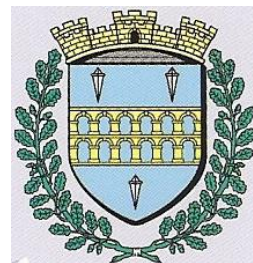


Commune d'AUDUN-LE-ROMAN
7A place du Général de Gaulle
54560 AUDUN-LE-ROMAN
Tél : 03.82.21.60.23.
Fax : 03.82.21.58.70.
Email : commune.audunleroman@orange.fr



MISE EN SERVICE D'UNE RÉSERVE D'EAU POUR LA DÉFENSE CONTRE LES INCENDIES RUE DE LA LIBÉRATION

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. INTERVENANTS	4
1.3. CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT	4
1.4. VISITE SUR PLACE	4
1.5. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	4
1.6. PIÈCES PARTICULIÈRES	5
1.7. PIÈCES GÉNÉRALES.....	6
1.8. MARCHÉS DE TRAVAUX.....	6
ARTICLE 2. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	6
2.1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	6
2.2. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	6
2.3. VARIATION DANS LES PRIX	7
2.4. PAIEMENT DES COTRITANTS ET SOUS-TRITANTS	8
2.5. FORMES PARTICULIÈRES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS ET FINAUX.....	9
2.6. MANDATEMENT	10
2.7. CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES.....	10
ARTICLE 3. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	10
3.1. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	10
3.2. PÉNALITÉS ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION	11
3.3. AUTRES PÉNALITÉS	11
3.4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX 12	
3.5. DÉFINITION DES PHÉNOMÈNES CAUSES D'INTEMPÉRIE	12
ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	12
4.1. CAUTION BANCAIRE	12
4.2. RETENUE DE GARANTIE	12
4.3. AVANCE FORFAITAIRE	13
4.4. AVANCE SUR MATÉRIELS ET APPROVISIONNEMENT	13

ARTICLE 5. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
5.1. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	13
5.2. MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT	13
5.3. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
5.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	14
ARTICLE 6. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	14
6.1. PIQUETAGE GÉNÉRAL.....	14
6.2. PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRÉS.....	14
ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	14
7.1. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX..	14
7.2. ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	14
7.3. MESURES D'ORDRE SOCIAL, RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	14
7.4. ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS.....	15
7.5. RÉUNIONS DE CHANTIER	16
7.6. FOURNITURE DE DOCUMENTS.....	16
7.7. DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	16
ARTICLE 8. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	17
8.1. ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	17
8.2. RÉCEPTION.....	17
8.3. MISE À DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	17
8.4. DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	18
ARTICLE 9. GARANTIES	18
ARTICLE 10. ASSURANCES	18
ARTICLE 11. DÉROGATION	18

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent la description des travaux de mise en service d'une réserve d'eau pour la défense contre les incendies rue de la Libération.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement à la Mairie d'Audun-le-Roman, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2. Intervenants

Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

GIRARD ETUDES SÀRL
Monsieur Gilles GIRARD
10 rue des Hortensias
57255 SAINTE-MARIE-AUX-CHÊNES
Tél : 09.52.77.97.90
Email : contact@girardetudes.fr

Coordination S.P.S.

En cours d'attribution à la date de consultation

1.3. Contrôle des prix de revient

Sans objet

1.4. Visite sur place

Une visite obligatoire est prévue sur site le **lundi 7 Mars à 15 h 00**.

1.5. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un

mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration de délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité, sont les suivantes :

1.6. Pièces particulières

1- Règlement de consultation (RC)

2- Acte d'engagement (A.E.)

3- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

4- Cahiers des Clauses Techniques Particulières valant B.P.U. (C.C.T.P.)

5- Plans de projet

6- Le Cadre de Décomposition Global et forfaitaire (C.D.P.G.F.)

Il est précisé que tout élément qui figurerait sur les plans et ne serait pas mentionné dans les pièces écrites ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les plans.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du CCTP.

Les entrepreneurs sont invités à se rendre sur place et à s'entourer de tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs prix unitaires.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de sa soumission, l'Entrepreneur prendra soin de signaler par écrit au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme prévu. Dès la remise de l'offre, en dérogation à l'article 29.2 du C.C.A.G., en aucun cas l'Entrepreneur ne pourra arguer des erreurs, omissions ou contradictions du C.C.T.P. ou des plans pour justifier une demande de supplément.

Les entrepreneurs devront vérifier les cotes de plans et faire compléter les indications qui leur paraîtront insuffisantes, faute de quoi, ils seront seuls responsables des conséquences qui pourraient résulter d'oubli ou d'erreur dans le détail quantitatif estimatif ou les plans fournis par le maître d'œuvre.

Les clauses ci-dessus étant formelles, le fait de remettre une proposition, de signer un marché, indique leur acceptation sans réserve par l'entrepreneur.

1.7. Pièces générales

Les plus récentes prévalant, dans chacune des catégories ci-après, sur les plus anciennes :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux publics ;
- Cahier des Charges des Documents Techniques (D.T.U.), publié par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. 2009) applicables aux marchés publics de travaux, décret du 21 janvier 1976 n° 76-87 et arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Les "Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés" tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 30 novembre 1979 et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 ;
- Les normes françaises et européennes en vigueur à la date de remise de l'offre.

1.8. Marchés de travaux

L'entreprise titulaire devra fournir **cinq exemplaires** (1 original + les copies) signés et datés des pièces particulières du marché dans les **quinze jours** qui suivront la décision d'attribution par le pouvoir adjudicateur (décision dûment notifiée par lettre recommandée.)

ARTICLE 2. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

2.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur, à ses cotraitants et/ou à ses sous-traitants.

2.2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre :

- Toutes les fournitures et les dépenses résultant des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices. L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du Maître d'Œuvre sont à la charge de l'entreprise.
- Toutes les sujétions d'exécution et de phasages des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu, ils sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels

Les ouvrages prévus au présent marché sont payés au prix global et forfaitaire, excepté les prestations faisant l'objet d'un bordereau de prix supplémentaires.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché,
- les acomptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1. du C.C.A.G.

Les délais de mandatement des acomptes et du solde sont fixés respectivement à 45 jours.

2.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après. **Prix ferme actualisable** suivant les modalités fixées ci-dessous :

2.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent celui de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro.

2.3.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national : **BT 01 en base 100** publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index BT.

2.3.3. Période de neutralisation

La période de neutralisation des prix est fixée à **3 mois** suivant le mois zéro.

2.3.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché ou du lot concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C = (I_0) / (I_{(m-3)})$$

dans laquelle : I_0 = Index BT 01 du mois M_0
 I_m = Index TP 01 du mois de démarrage des travaux

2.3.5. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

2.3.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces en mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

2.4. Paiement des cotraitants et sous-traitants

Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix,
 - les modalités de révision des prix,
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics ;
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché assigne un lot, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptations du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte
- il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint un double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Dès réception de ces pièces, le Directeur des travaux avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l'attestation envoyés par l'entrepreneur et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par l'entrepreneur.

2.5. Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et finaux

2.5.1. Remise des projets de décomptes

Avant le 5 de chaque mois, les entrepreneurs remettent au maître d'œuvre une situation en **5 exemplaires** des travaux effectués dans le mois précédent.

Le maître d'œuvre vérifie cette situation et établit une proposition de paiement qu'il adresse au Maître de l'ouvrage.

Les états de situation de travaux doivent être actualisés et cumulatifs, c'est-à-dire comprendre obligatoirement tous les travaux exécutés à la date de l'état.

Les états de situation devront faire mention du taux et du montant de la TVA.

Toute modification du montant de ces états entraînera, pour autant, celui du montant de la TVA.

Un état d'avancement des travaux sera transmis dès la notification du marché par le maître d'ouvrage.

2.5.2. Envoi d'un double de la demande de paiement au comptable assignataire de la dépense

Dès qu'il est en possession de la copie de la proposition de paiement l'entrepreneur adresse au comptable assignataire de la dépense un double de la demande de paiement comportant la mention de la date de réception du projet de décompte par le Maître d'œuvre portée sur la situation.

2.6. Mandatement

2.6.1. Délai de mandatement

Le mandatement de l'acompte intervient dans un maximum de 30 jours à compter de la date de remise du projet de décompte par l'entrepreneur au maître d'œuvre.

2.6.2. Suspension du délai de mandatement

Par dérogation aux articles 13.23 et 13.43 du C.C.A.G. si, du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de mandatement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi du Maître d'Ouvrage à l'entrepreneur, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de mandatement. La suspension débute au jour de réception par l'entrepreneur de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par l'entrepreneur, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Si le délai de mandatement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à quinze jours, l'ordonnateur dispose toutefois pour mandater d'un délai de quinze jours.

2.7. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas demander le paiement d'ouvrages manifestement supplémentaires et pour lesquels il n'aurait pas obtenu préalablement un ordre de service du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 3. DÉLAI D'EXECUTION - PÉNALITÉS

3.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est fixé par l'acte d'engagement.

3.1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

La date prévisible de commencement des travaux, ainsi que la répartition des opérations sont précisées au calendrier prévisionnel figurant à l'acte d'engagement.

3.1.2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Pilote de l'opération en concertation avec les entrepreneurs titulaires des marchés, dans le cadre du délai d'exécution.

3.1.3. Modification du (des) délai(s) d'exécution

La modification du (des) délai(s) d'exécution pour toutes autres raisons que l'application des intempéries, ne pourra être autorisée que par voie d'avenant au présent marché.

Les autorisations d'intempéries sont définies dans les C.C.T.P. et devront être visées par le Maître d'Ouvrage.

3.2. Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

Elles seront gérées par le B.E.T. en fonction du planning établi par lot avant exécution. Elles sont imputées à l'entreprise par le maître d'ouvrage chargé de l'établissement des certificats de paiement.

Pénalité pour retard sur le délai d'exécution

Par jour calendaire de retard : **1/3000^{ème}** du montant initial HT du marché éventuellement modifié par les avenants.

Pénalités pour retard dans la levée des réserves émises à la réception

Par jour calendaire de retard et jusqu'à leur achèvement même si le Maître d'ouvrage décide de l'application du 2^{ème} alinéa de l'article 41-6 du C.C.A.G. : **1/3000^{ème}** du montant initial HT du marché modifié éventuellement par les avenants.

3.3. Autres pénalités

Des pénalités aux montants HT indiqués ci-après sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

Nature de l'infraction	Pénalité	Unité de compte
Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité ou la signalisation générale du chantier	80 €	Par infraction et Par jour calendaire
Dépôt de matériaux, matériels, gravois en dehors des zones prescrites	80 €	Par infraction et Par jour calendaire
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement, à la coordination, ou aux études d'exécution des travaux	80 €	Par document et Par jour calendaire
Absence non motivée à l'avance, ou représentation par une personne non qualifiée, à une réunion de chantier	150 €	Par absence
Retard à une réunion de chantier	15 €	Par quart d'heure
Retard dans la remise d'un décompte mensuel	1/1000 ^{ème}	Par jour calendaire
Retard dans la remise du décompte final	1/500 ^{ème}	Par jour calendaire
Retard dans la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés	80 €	Par jour calendaire

Chacune des pénalités ci-dessus est imputée directement au titulaire, cotraitant ou sous-traitant du lot concerné quand celui-ci est clairement identifié. Dans le cas contraire, ces pénalités sont retenues des sommes dues au titulaire jusqu'à ce que celui-ci fasse connaître dans les TRENTE (30) jours le (ou les) cotraitant(s) ou sous-traitant(s) responsable(s) avec les parts à lui (leur) imputer.

3.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

3.5. Définition des phénomènes causes d'intempérie

Pour l'application de l'article 4.1.3 du présent C.C.A.P. sont considérés comme causes d'intempéries les phénomènes naturels indiqués ci-après :

Vent :

vitesse supérieure à 60 km/h pour l'usage des grues ou des nacelles.

Température :

+ 5°C à 8h du matin pour les travaux de maçonnerie.

< 0°C à 8h du matin pour les dallages en béton et toutes prestations.

Pluie :

10 mm en 24 heures.

Neige :

5 cm en 24 heures.

ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

4.1. Caution bancaire

4.2. Retenue de garantie.

En application des articles 101 à 104 du Code des Marchés Publics, **une retenue de garantie de 5 %** sera effectuée sur chaque situation mensuelle de travaux présentée par l'entrepreneur et sur chaque avenant.

Le remplacement de cette retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande, peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 102 du Code des Marchés Publics, soit à l'origine, soit à tout moment. La retenue de garantie est alors restituée.

Cette caution ou cette garantie doit être constituée en totalité à la date à laquelle la titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Toutes les dispositions du présent article seront conformes aux articles 101 à 104 du Codes des Marchés Publics.

4.3. Avance forfaitaire

Conformément aux prescriptions de l'article 87 du code des marchés publics, une avance forfaitaire pourra être accordée au titulaire du marché.

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5 % du montant TTC des prestations à exécuter dans les douze premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche (notification ou ordre de service).

Le remboursement de l'avance forfaitaire effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, s'effectue au prorata des prestations estimées lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, du bon de commande ou de la tranche atteint 65 % du montant du marché, du bon de commande ou de la tranche, pour être complètement remboursés à 80 % de l'exécution du marché.

4.4. Avance sur matériels et approvisionnement

Sans objet.

ARTICLE 5. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

5.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction donc le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

5.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

5.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais, épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par le Maître d'œuvre.

5.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître d'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 6. IMPLANTATION DES OUVRAGES

6.1. Piquetage général

Le piquetage des réseaux sera effectué par :

Le Géomètre appartenant à l'entreprise ou désigné et rémunéré par l'entreprise titulaire du lot.

6.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué sous la responsabilité de l'entrepreneur et à ses frais.

Il lui appartiendra de prendre tous renseignements auprès des administrations concernées pour obtenir les indications sur les ouvrages existants.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou de câbles électriques, l'entrepreneur doit prévenir l'exploitant de ces canalisations ou câbles dix jours au moins avant le début des travaux.

ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution. L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier (baraque, sanitaires, coffrets, stockages) conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au visa du Maître d'Ouvrage dans le délai de quinze jours (5 jours) suivant la notification du marché.

7.2. Études d'exécution

Les plans d'exécution, plans d'atelier et de chantier, schémas de façonnage ou d'assemblage, nomenclatures de pièces seront établies par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du maître d'œuvre. Ce dernier devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations au plus tard 15 jours après leur réception. Les nombres des pièces et leurs mises à jour sont sans limite jusqu'à obtention du VISA sans réserve.

7.3. Mesures d'ordre social, réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent.)

7.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur :

- Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation.

L'entrepreneur aura également à sa charge, l'ensemble des prestations liées à la mise en sécurité et à la signalisation du chantier et les dépenses inhérentes aux contraintes imposées tant par la préservation de la circulation des personnes que des véhicules. Notamment, il respectera les exigences du décret du 8 janvier 1965 en matière d'hygiène et de sécurité des chantiers.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée sous contrôle du service ci-après :

Maître d'ouvrage, coordonnateur de sécurité.

La signalisation des chantiers devra être conforme :

A l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

- livre I signalisation des routes : définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, et notamment les fascicules de la 8^{ème} partie relatifs à la signalisation temporaire
- livre II signalisation des autoroutes : l'entrepreneur est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine

La signalisation au droit des travaux sera réalisée par l'entreprise.

La circulation sera interrompue dans les conditions suivantes aux extrémités des sections ci-après :

- à définir avec le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre.

Les itinéraires déviés correspondants sont définis ci-dessous :

- à définir avec le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre

La signalisation des tronçons mise en sens unique alterné sera réalisée soit par pilotage manuel à l'aide de piquets K 10, soit par feux tricolores sur les sections suivantes :

- à définir avec le maître d'œuvre

L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquets K 10 sera assurée par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant le cours de ceux-ci l'entrepreneur devra faire connaître nominativement au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel de l'entrepreneur travaillant sur les parties du chantier sous circulation devra être doté d'un boudier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 – feux spéciaux – de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K 1 avertiront les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le cadre de bordereau des prix unitaires.

7.5. Réunions de chantier

Une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu sur place.

Chaque entrepreneur dûment convoqué est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entrepreneur, et de donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait en est portée sur le rapport de chantier.

7.6. Fourniture de documents

Les plans d'exécution des ouvrages seront fournis aux entrepreneurs en 1 exemplaire : tout exemplaire supplémentaire sera facturé à l'entrepreneur.

Tous les plans d'exécution complémentaires, tous les plans de réservation et, d'une manière générale, tous les documents établis par les entrepreneurs en cours de chantier seront diffusés par ceux-ci à raison de :

- un exemplaire au Maître d'Œuvre,
- un exemplaire au Maître d'Ouvrage
- tout exemplaire complémentaire que pourront demander les entreprises intéressées.

7.7. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

A la fin des travaux, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., l'entrepreneur doit fournir des documents représentant les ouvrages « tels que construits », ces documents seront notamment :

- un plan côté comportant les voiries et les repérages des axes implantés,
- un plan côté comportant les canalisations d'assainissement avec les diamètres, les avaloirs...
- les procès-verbaux réalisés sur les réseaux.

Est précisé que les leviers de ces réseaux devront être réalisés fouilles ouvertes et fournis également en éléments ou en informations numériques dans le format désigné par le Maître d'Ouvrage (.pdf et .dwg) et ces leviers devront être effectués par un géomètre-expert, membre de l'ordre, qui confirmera ainsi qu'ils ont bien été exécutés fouilles ouvertes.

Le prix prévu pour chaque poste dans le marché devra comprendre la rémunération afférente à ces leviers. Il n'est pas prévu de rémunération spécifique pour le récolement informatisé.

La remise de ces documents conditionnera l'acceptation du procès-verbal de réception. Ces plans en trois exemplaires, à la charge de l'entrepreneur (+ calques), et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., devront être remis au Maître d'Ouvrage, avec la demande de réception des travaux.

En cas de retard, la retenue définie à l'article 4.3, sera opérée, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 8. CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

8.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés :

- sur le chantier par l'entreprise et sous contrôle du Maître d'œuvre avec le matériel et les aides nécessaires mis à sa disposition par l'entrepreneur
- le cas échéant, par un organisme agréé, aux frais de l'Entrepreneur.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- si les essais supplémentaires mettent en lumière une non-conformité de l'ouvrage à sa destination, le montant des essais sera imputé à l'entreprise titulaire du marché des travaux incriminés.
-

8.2. Réception

La réception de(s) ouvrage(s) ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à QUINZE (15) jours à compter de la date de réception, de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

8.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

8.4. Documents fournis après exécution.

Les plans et autres documents fournis par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G. devront être remis au maître d'œuvre QUINZE (15) jours au plus tard après le jour de réception des travaux. En cas de retard, une pénalité sera appliquée dans les conditions prévues à l'article 4.4 du présent C.C.A.P. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 9. GARANTIES

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière, pour les différents ouvrages.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Dans un délai de QUINZE (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, conformément à l'article 9 du CCAG Travaux 2009, qu'ils sont titulaires :

- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités prévues et fixées aux articles 1792 à 1792-2, 1792-4 à 1792-7 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.
- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 11. DÉROGATION

Sans objet.

Acceptation de l'entreprise

(Lu et approuvé)

L'entrepreneur

Le.....